

Voor het Waalse Gewest wordt in artikel 119^{ter} van het Kieswetboek de verwijzing naar artikel 116, § 6, vervangen door de verwijzing naar artikel 4 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de controle over de verkiezingsuitgaven aangegaan voor de verkiezingen van de Waalse Gewestraad, evenals de controle op de communicaties van de leden van de Waalse Regering.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.
Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*
Stukken van de Raad 632 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 4.
Volledig verslag, openbare vergadering van 3 maart 2004.
Bespreking - Stemming.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1024

[2004/200757]

**4 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment le chapitre X, tel que modifié par le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 janvier 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis de la C.W.A.P.E., donné le 6 février 2004;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de publier le présent arrêté avant la fin du premier trimestre étant donné que la modification des quotas vaut à partir du 1^{er} janvier et que les quotas sont réclamés trimestriellement;

Vu l'avis 36.566/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 février 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2, de l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte, l'alinéa suivant est ajouté in fine :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les contrôles périodiques des sites de production dont la puissance nette développable est inférieure ou égale à 20 kW, doivent être exercés au minimum une fois tous les cinq ans. »

Art. 2. A l'article 21 du même arrêté, le paragraphe 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. A partir du 1^{er} janvier 2004, lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs alimentent un client final répondant aux conditions visées au point 1 et 2, ils peuvent bénéficier d'une réduction du nombre de certificats verts à remettre à la C.W.A.P.E. conformément aux dispositions des paragraphes 1^{er} à 3 :

1. le client final a signé, directement ou par le biais d'une fédération, une convention avec la Région wallonne visant à améliorer son efficacité énergétique à court, moyen et long terme;

2. au cours du trimestre considéré, la consommation du client final est supérieure à 5 GWh, par siège d'exploitation correspondant à une unité technique ou industrielle dont l'étendue géographique ne peut dépasser les limites d'une province.

La réduction vaut pendant la durée de la convention en ce compris le trimestre au cours duquel le client susmentionné a signé la convention visée au point 1 et le trimestre au cours duquel la convention prend fin.

Pour chaque client final, la réduction du nombre de certificats verts correspond à une diminution du quota de :

- 1° $\frac{1}{4}$ du quota, pour la tranche de consommation trimestrielle d'électricité comprise entre 5 et 25 GWh inclus;
- 2° Z, pour la tranche de consommation trimestrielle d'électricité supérieure à 25 GWh, avec $Z = \text{quota} - 2$.

Lorsque le client final est alimenté par plusieurs fournisseurs pour un même siège d'exploitation tel que visé à l'alinéa 1^{er}, point 2, la réduction du nombre de certificats verts est répartie au prorata des volumes livrés par chaque fournisseur.

Aux fins de bénéficiaire de la réduction, le fournisseur adresse, avant la fin du deuxième mois qui suit le trimestre considéré, à la C.W.A.P.E. une attestation signée par le fournisseur et le client final en question. Cette attestation est transmise à la C.W.A.P.E. qui en contrôle l'exactitude. L'attestation mentionne la référence, la date de signature et la durée de la convention visée à l'alinéa 1^{er}, point 1, les coordonnées du fournisseur et du client final, le lieu du siège d'exploitation, le volume des fournitures, ainsi que le trimestre considéré.

Une entreprise de transport de biens et/ou de personnes exploitant un réseau de voies de communication physiquement interconnectées est considérée comme un seul siège d'exploitation correspondant à une unité technique ou industrielle, pour ce qui concerne pour la force motrice à des fins de déplacement. La limite géographique visée à l'alinéa premier ne s'applique pas pour ce type de consommation.

Les réductions de coûts résultant des dispositions du présent paragraphe sont répercutées directement sur chaque client final qui en est à l'origine.

A titre transitoire, par dérogation à l'alinéa un et deux, les conventions non encore signées, mais adoptées en première lecture par le Gouvernement avant le 31 mars 2004 sont prises en considération pour la réduction du quota au cours du premier trimestre 2004. A défaut de signature d'une telle convention au 30 juin 2004, lors du calcul du quota relatif au second trimestre, la C.W.A.P.E. procédera à la régularisation du quota indûment exonéré. »

Art. 3. 3. A l'article 22 du même arrêté, les mots « 15 février » sont remplacés par les mots « 31 mars ».

Art. 4. A l'article 24, alinéa 2 du même arrêté, les mots « § 3 » sont supprimés.

Art. 5. Un article 28 rédigé comme suit est inséré au même arrêté :

« Art. 28. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2004.

Art. 7. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mars 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1024

[2004/200757]

4. MÄRZ 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 96/92/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Dezember 1996 betreffend gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere des Kapitels X, abgeändert durch das Programmdekret vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen;

Aufgrund des am 20. Januar 2004 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 6. Februar 2004 abgegebenen Gutachtens der «C.W.A.P.E.»;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Notwendigkeit, den vorliegenden Erlass vor dem Ende des ersten Quartals zu veröffentlichen, da die Änderung der Quoten ab dem 1. Januar gilt und diese Quoten quartalsweise verlangt werden;

Aufgrund des am 17. Februar 2004 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 36.566/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Art. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms wird in fine der folgende Absatz hinzugefügt:

«In Abweichung von Absatz 1 muss die periodische Kontrolle der Erzeugungsstandorte, deren zu entwickelnde Nettoleistung 20 kW nicht übertrifft, mindestens einmal alle fünf Jahre stattfinden.»

Art. 2 - In Art. 21 desselben Erlasses wird § 4 durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«§ 4. Ab dem 1. Januar 2004 können der oder die Lieferanten, die einen Endverbraucher versorgen, der den unter Punkt 1 und 2 nachstehend angeführten Bedingungen genügt, eine Verminderung der Anzahl grüner Bescheinigungen, die der «C.W.A.P.E.» gemäß der Bestimmungen von §§ 1 bis 3 zu übergeben sind, beanspruchen:

1. der Endverbraucher hat direkt oder über einen Verband eine Vereinbarung mit der Wallonischen Region unterzeichnet, die auf eine kurz-, mittel- oder langfristige Verbesserung seiner Energieeffizienz abzielt;
2. im Laufe des betreffenden Quartals übersteigt der Verbrauch des Endverbrauchers pro Betriebssitz, der einer technischen oder industriellen Einheit entspricht, deren geographischer Umfang die Grenzen einer Provinz nicht überschreiten darf, 5 GWh.

Die besagte Verminderung gilt während der Dauer der Vereinbarung einschließlich des Quartals, während dessen der betreffende Verbraucher die in Punkt 1 erwähnte Vereinbarung unterzeichnet hat, und des Quartals, im Laufe dessen diese Vereinbarung abläuft.

Für jeden Endverbraucher entspricht die Verminderung der Anzahl grüner Bescheinigungen einer Verminderung der folgenden Quoten:

- 1° $\frac{1}{4}$ der Quote für den Anteil des vierteljährlichen Stromverbrauchs zwischen 5 und 25 GWh einschließlich;
- 2° Z für den Anteil des vierteljährlichen Stromverbrauchs, der 25 GWh übertrifft, mit $Z = \text{Quote} - 2$.

Wird der Endverbraucher für denselben Betriebssitz im Sinne von Absatz 1, Punkt 2 von mehreren Stromlieferanten versorgt, wird die Verminderung der Anzahl grüner Bescheinigungen aufgrund der jeweiligen Volumen verteilt, die von jedem Lieferanten geliefert werden.

Um in den Genuss der Verminderung zu kommen, richtet der Lieferant vor dem Ende des zweiten Monats nach dem betreffenden Quartal eine von dem Lieferanten und dem betroffenen Endverbraucher unterzeichnete Bescheinigung an die «C.W.A.P.E.». Die Richtigkeit dieser Bescheinigung wird von der «C.W.A.P.E.» überprüft. In dieser Bescheinigung werden die Bezugszeichen, das Unterschriftsdatum und die Dauer der in Absatz 1, Punkt 1 erwähnten Vereinbarung angegeben, sowie die Angaben über den Stromlieferanten und den Endverbraucher, den Ort des Betriebssitzes, das gelieferte Volumen und das betreffende Quartal.

Ein Güter- bzw. Personentransportunternehmen, das ein Netz von physisch miteinander verbundenen Verkehrswegen betreibt, wird als ein einziger Betriebssitz, der einer technischen oder industriellen Einheit entspricht, angesehen, was den für den Verkehr dienenden Kraftstrom angeht. Die im ersten Absatz erwähnte geographische Grenze ist auf diese Kategorie des Stromverbrauchs nicht anwendbar.

Die Kostenermäßigungen, die sich aus den Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen ergeben, werden unmittelbar auf jeden Endverbraucher übertragen, der sie verursacht hat.

Für die Verminderung der Quote im Laufe des ersten Quartals 2004 werden die noch nicht unterzeichneten, durch die Regierung vor dem 31. März 2004 jedoch verabschiedeten Vereinbarungen übergangsweise in Betracht genommen, in Abweichung von Absatz 1 und 2. Mangels der Unterschrift einer solchen Vereinbarung vor dem 30. Juni 2004 wird die «C.W.A.P.E.» bei der Berechnung der Quote für das zweite Quartal irrtümlicherweise befreite Quoten regularisieren.»

Art. 3 - In Art. 22 desselben Erlasses wird der Wortlaut «15. Februar» durch den Wortlaut «31. März» ersetzt.

Art. 4 - In Art. 24 Abs. 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «§ 3» gestrichen.

Art. 5 - In denselben Erlass wird ein Artikel 28 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 28 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.»

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2004 in Kraft.

Art. 7 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. März 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1024

[2004/200757]

4 MAART 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit

De Waalse regering,

Gelet op Richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 december 1996 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op hoofdstuk X, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 januari 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de «C.W.A.P.E.», gegeven op 6 februari 2004;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat dit besluit vóór het einde van het eerste kwartaal bekendgemaakt moet worden daar de wijziging van de quota's vanaf 1 januari geldt en daar de quota's elk kwartaal opgeëist worden;

Gelet op het advies van 36.566/4 van de Raad van State, gegeven op 17 februari 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit wordt in fine aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid worden de periodieke controles van de productiesites waarvan het ontwikkelbare nettovermogen gelijk is aan 20 kW of minder, minstens één keer om de vijf jaar uitgevoerd. »

Art. 2. In artikel 21 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 4 vervangen als volgt :

« § 4. Een vermindering van het aantal groene certificaten die aan de « C.W.A.P.E. » overgemaakt moeten worden overeenkomstig de bepalingen van de paragrafen 1 tot 3 kan vanaf 1 januari 2004 toegestaan worden aan één of meer leveranciers van een eindafnemer die voldoet aan de volgende voorwaarden :

1. de eindafnemer heeft rechtstreeks of via een federatie met het Waalse Gewest een overeenkomst gesloten om zijn energetische doelmatigheid te verbeteren op korte en middellange termijn;

2. het verbruik van de eindafnemer is in de loop van bedoeld kwartaal hoger dan 5 GWh per exploitatiezetel overeenstemmend met een technische of industriële eenheid die geografisch binnen de grenzen van een provincie gevestigd blijft.

De vermindering geldt voor de duur van de overeenkomst, met inbegrip van het kwartaal in de loop waarvan bovengenoemde afnemer de in punt 1 bedoelde overeenkomst gesloten heeft en van het kwartaal in de loop waarvan de overeenkomst eindigt.

Voor elke eindafnemer stemt de vermindering van het aantal groene certificaten overeen met een quotavermindering van :

1^o ¼ van de quota, voor het gedeelte van het trimestrieel elektriciteitsverbruik tussen 5 tot en met 25 GWh;

2^o Z, voor het gedeelte van het trimestrieel elektriciteitsverbruik boven 25 GWh, waarbij Z = quota - 2.

Als de eindafnemer bevoorradat wordt door verschillende leveranciers voor dezelfde exploitatiezetel, zoals bedoeld in het eerste lid, 2, wordt de vermindering van het aantal groene certificaten verdeeld naar rato van de volumes geleverd door elke leverancier.

Om de vermindering te genieten bezorgt de leverancier de « C.W.A.P.E. » vóór het einde van de tweede maand na bedoeld kwartaal een door hem en door bedoelde eindafnemer getekend attest. Dat attest wordt overgemaakt aan de « C.W.A.P.E. », die de juistheid ervan onderzoekt. Het attest vermeldt de referentie, de datum van de ondertekening en de duur van de overeenkomst bedoeld in het eerste lid, punt 1, de personalia van de leverancier en van de eindafnemer, de plaats van de exploitatiezetel, het volume van de leveringen, alsmede bedoeld kwartaal.

Een bedrijf voor het vervoer van goederen en/of personen dat een netwerk van fysisch gekoppelde communicatiewegen exploiteert wordt beschouwd als één enkele exploitatiezetel overeenstemmend met een technische of industriële eenheid, wat betreft de drijfkracht voor verplaatsingsdoeleinden. De geografische grens bedoeld in het eerste lid is niet van toepassing op dat type verbruik.

De kostenverminderingen die resulteren uit de bepalingen van deze paragraaf worden rechtstreeks afgewenteld op elke eindafnemer die ze veroorzaakt heeft.

In afwijking van het eerste en het tweede lid worden de overeenkomsten die nog niet getekend zijn maar die vóór 31 maart 2004 in eerste lezing door de Regering worden aangenomen, bij wijze van overgangmaatregel in aanmerking genomen voor de quotavermindering in de loop van het eerste kwartaal 2004. Als dergelijke overeenkomst niet vóór 30 juni 2004 getekend wordt, gaat de « C.W.A.P.E. » bij de berekening van de quota betreffende het tweede kwartaal over tot de regularisatie van de ten onrechte vrijgestelde quota. »

Art. 3. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt de datum « 15 februari » vervangen door de datum « 31 maart ».

Art. 4. In artikel 24, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt de nummering « § 3 » geschrapt.

Art. 5. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 28, luidend als volgt :

« Art. 28. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 7. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 maart 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS